

ne fait jamais peser sur ses collègues le poids de sa grande habileté et de ce qui devrait être son influence prépondérante. S'il l'a jamais fait, nous ne pouvons en apprécier les résultats. En plus d'une occasion, mon honorable ami s'est levé dans cette assemblée et il a parlé d'une façon éloquente et convaincante sur la nécessité de pratiquer l'économie. Vous-même, monsieur l'Orateur, ne l'avez-vous pas entendu proclamer d'une voix éclatante qu'il a en horreur les extravagances et qu'il a foi en l'économie? Combien de fois n'a-t-il pas répété à ses collègues qu'il abhorre les folles dépenses et qu'il croit en l'économie? Et pourtant, les crédits que l'on soumet à l'approbation du Parlement en ces temps de guerre s'élèvent au chiffre énorme de \$189,000,000. Songez-y bien, monsieur l'Orateur, une dépense en perspective de \$189,000,000 dans un pays dont la population est d'à peu près 8,000,000 d'âmes. Pouvons-nous croire pour un seul instant que le ministre du Commerce et de l'Industrie va rester muet lorsque ses collègues demandent au public pour des millions et des millions de dollars? Si mon honorable ami avait essayé d'utiliser son influence—et il le pouvait s'il le voulait—il aurait dû être en mesure de nous montrer des résultats plus satisfaisants que ceux-là; il n'aurait pas été dans la pénible nécessité de souffleter deux fois ses collègues depuis l'ouverture de la présente session, en prêchant l'économie et en insistant sur la nécessité d'exercer la surveillance la plus rigide sur la dépense des deniers publics. L'honorable ministre blâme indirectement ses collègues en deux circonstances.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance.

L'hon. M. PUGSLEY: Je regrette d'avoir à faire observer que les questions qui ont été soulevées d'une façon si éloquente par mon honorable ami, le ministre du Commerce et de l'Industrie, ne semblent pas attirer l'attention de nos honorables amis de la droite, comme on serait en droit de s'y attendre. Voilà pourquoi j'ose à peine espérer, vu la faible assistance des députés ministériels, à ce moment-là, que les questions qu'il a présentées, recevront de la part de ces messieurs la considération sérieuse qu'elles méritent. J'avais espéré que quelques-uns au moins des honorables députés qui siègent à la droite de l'Orateur, auraient profité de l'occasion pour se lever et faire connaître leur opinion relativement aux propositions d'économie que le ministre du Commerce et

de l'Industrie a développées d'une façon si habile devant cette Chambre. Je regrette d'avoir à le constater; mais, dans mon opinion, il ne recevra pas beaucoup d'appui de la part de ses collègues de la droite. Ces jeunes politiques—ces jeunes prodiges qui siègent au banc des ministres—à côté de mon respectable ami, le ministre du Commerce et de l'Industrie, ne semblent pas professer le même respect que lui pour le caractère sacré du trésor ou relativement à la nécessité d'épargner les deniers publics.

Les questions qui ont été soulevées sont très importantes, mais à ce propos je ne puis m'empêcher de faire l'observation que nous avons entendu deux discours des plus extraordinaires et plutôt contradictoires de la part de deux membres du cabinet, cet après-midi.

Mon honorable ami le ministre de la Milice et de la Défense (sir Sam Hughes), au cours des déclarations que je serais en droit de qualifier d'extraordinaires, a déploré les succès qu'a remportés l'Allemagne depuis le commencement de la guerre actuelle, succès qui lui ont permis d'annexer à son empire des pays dont la population s'élève au chiffre de 55,000,000 d'habitants, d'avoir pu conquérir des pays comme la Serbie, la Pologne et la Galicie, de sorte qu'à l'heure actuelle elle a une ligne de chemin de fer splendidement outillée qui va de Berlin à Constantinople.

L'honorable ministre a fait un appel pathétique aux membres de cette Chambre, tout en déplorant qu'en face d'une situation aussi grave, 200 membres du Parlement passent leur temps à arguer autour d'une question aussi peu importante que le gaspillage d'une somme de \$80,000,000 dans l'achat des obus et l'obtention de fortes commissions dans l'adjudication des entreprises les plus imprévoyantes à des compagnies des Etats-Unis pour la fabrication des fusées. L'idée semble être solidement ancrée dans son esprit que nous ne sommes pas près de voir la fin du conflit actuel mais qu'au contraire la situation est tellement sérieuse que les représentants du peuple ne devraient pas s'occuper de discuter les questions qui se soulèvent en temps ordinaires; ils devraient passer l'éponge sur les fautes qu'ont commises la commission des obus, le ministre de la Milice et les membres du Gouvernement, ils devraient sacrifier leurs opinions à ce sujet afin de donner tout leur concours au Gouvernement dans le soutien de la guerre.

D'un autre côté, il y a le ministre du Commerce et de l'Industrie qui voit la si-